

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 24 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ Organique

ZI Pré Charpin
58300 Champvert

Références : 240040
Code AIOT : 0005401367

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement SUEZ Organique, implanté ZI Le Pré Charpin - 58300 Champvert. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ Organique
- ZI Le Pré Charpin - 58300 Champvert
- Code AIOT : 0005401367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SUEZ Organique exploite sur le territoire de la commune de Champvert une installation de production de composts et d'amendements organiques à partir du mélange de déchets et de boues de stations d'épuration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 20.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyens de prévention et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Moyens de prévention et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Moyens de prévention et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Contrôle et entretien	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 23	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Traçabilité	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 24	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Occupation du site, accès et surveillance	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 19	Sans objet
2	Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 20.1	Sans objet
7	Moyens de prévention et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a montré au cours de la visite une bonne maîtrise de son process. Des améliorations devront être apportées dans la prise en compte du risque incendie au niveau des andains de compost et la rédaction du plan d'intervention de l'établissement devra être engagée. La traçabilité des exercices et des formations aux risques des salariés devra être mise en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Occupation du site, accès et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les bâtiments à usage industriel ne peuvent être habités par des tiers. Afin d'empêcher l'accès aux installations, l'établissement dispose d'une clôture, sur toute sa périphérie, suffisamment résistante, d'une hauteur minimale de 1.5 m. Cette clôture est mise en place dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté. Les accès au site sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés.
Constats : Le site est clôturé sur l'ensemble de sa périphérie. L'accès au site se fait par une barrière reliée à un interphone. Le week-end, le responsable de site effectue une ronde chaque matin. Une réflexion est en cours au sein du groupe SUEZ Organique pour la mise en place d'une astreinte d'opérateurs les week-ends et jours fériés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 20.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voies et accès de circulation
Prescription contrôlée : Les voies et aires de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimités et aménagés pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent accéder et évoluer sans difficulté.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les voies d'accès et de circulation sont nettement délimitées et permettent le passage éventuel d'engins de secours et d'extinction d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 20.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments et locaux
Prescription contrôlée : [...] Les bâtiments et locaux sont aménagés de manière à : - [...] - permettre l'évacuation aisée des fumées d'incendie au moyen d'exutoires de désenfumage représentant une surface minimale égale à 1 % de la surface totale de la toiture.

Constats : Le bâtiment principal destiné au stockage des composts matures n'est pas doté d'ouvertures de désenfumage. L'exploitant a indiqué au cours de la visite que les tas de composts étaient volontairement éloignés du tableau électrique afin de réduire le risque incendie. Il a également précisé que le bâtiment n'est pas doté de trappes de désenfumage, car les tas de composts sont régulièrement arrosés par des brumisateurs afin d'éviter l'envol de poussières ; ainsi, le risque d'incendie sur les tas de composts matures est minime.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra justifier que la configuration du bâtiment permet l'évacuation aisée des fumées d'incendie ; dans le cas contraire, il devra proposer un échéancier de mise en conformité de son bâtiment.
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de prévention et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation-Qualification
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.
Constats : L'exploitant a indiqué lors de la visite que les 3 salariés du site sont formés en tant qu'équipier de première intervention. Un exercice incendie est organisé chaque année et un exercice évacuation tous les 2 ans. Chaque mois, les salariés bénéficient d'un quart d'heure sécurité. Pour les entreprises extérieures et sous-traitants, des permis d'intervention sont réalisés.
Observations : Les différents exercices de sécurité ainsi que les quarts d'heure sécurité ne sont pas tracés dans un registre dédié.
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de prévention et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de son établissement, les entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.
Constats : Les consignes de sécurité et le recueil des modes opératoires/conduite à tenir en cas d'urgence sont à disposition du personnel dans les parties administratives.
Observations :

Les consignes relatives aux situations d'urgence prennent en compte le risque incendie des locaux, des engins, électriques, mais ne prennent pas en compte le risque incendie sur les andains de compost en cours de maturation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de prévention et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour son entreprise, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres. Il définit également les moyens de secours dont dispose l'établissement compte tenu de la nature, des circonstances et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours publics.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de prévention et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels et humains
Prescription contrôlée : Les moyens et équipements de lutte contre l'incendie sont accessibles en permanence. Ceux-ci sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens des secours publics. Pour sa protection, l'établissement est doté : <ul style="list-style-type: none"> - d'une équipe de 1^{ère} intervention composée d'un minimum de 2 personnes, - de 2 poteaux d'incendie armés et normalisés, alimentés par le réseau de distribution publique, - d'un minimum de 6 extincteurs fixes et mobiles adaptés à la nature des feux à combattre, répartis en différents points de l'usine définis en accord avec les services départementaux d'incendie et de secours.
Constats : Les 3 salariés du site font partie de l'équipe de première intervention. 2 poteaux incendie, 1 à l'intérieur du site et 1 à l'extérieur du site, sont présents. Leur débit est vérifié annuellement. 40 extincteurs sont répartis sur le site et vérifiés annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et entretien
Prescription contrôlée : La conformité et le bon fonctionnement des installations électriques sont vérifiés au moins une fois par an par un organisme indépendant. Les extincteurs sont également contrôlés au moins une fois par an par un organisme compétent. La trace de ce contrôle est portée sur les différents appareils. Les ateliers, y compris les charpentes métalliques des bâtiments sont fréquemment nettoyés des poussières qui s'y déposent.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées annuellement ; la dernière vérification ayant eu lieu le 04/01/2023. Les extincteurs sont vérifiés annuellement, la dernière vérification ayant eu lieu le 04/01/2023. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les charpentes métalliques des bâtiments n'ont pas fait l'objet d'un nettoyage des poussières qui peuvent s'y déposer. Il a indiqué avoir mis en place un brumisage des tas de compost matures pour éviter les envols de poussières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra justifier de l'absence d'émissions de poussières ou de la mise en place de procédure évitant l'émissions de poussières par les tas de composts.
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité
Prescription contrôlée : Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants : - registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation. Ce registre comporte la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives adoptées, - rapports de visite des installations électriques, - plan d'intervention, - registre des consignes.
Constats : Un registre informatisé des incidents/accidents est tenu à jour via un logiciel interne au groupe SUEZ. Les autres documents sont consultables et mis à disposition sur site, hormis le plan d'intervention qui n'est pas réalisé.
Observations : L'exploitant devra réaliser un plan d'intervention (cf. article 22.4 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1995).
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 1 mois